



CSEAR France 2019

5ème Congrès

Résumés des articles présentés

Reporting sociétal et entreprises familiales cotées

Fayçal Ait-Saadi, CERGAM-IAE de Toulon

Au cours de ces dernières années, nous assistons à une évolution importante du cadre réglementaire en matière de divulgation sociétale dans les pays développés. Cela est à l'origine des préoccupations croissantes exprimées par les acteurs concernant la protection de l'environnement et le bien-être de la société. En France, le reporting sociétal a fait l'objet de plusieurs textes législatifs et réglementaires dans le but de renforcer sa crédibilité. Plus récemment, la déclaration de performance extra-financière est considérée comme un véritable outil de pilotage qui tente de basculer d'une "RSE de conformité" à une "RSE d'engagement". En d'autres termes, il ne s'agit plus de se conformer à la liste des items préalablement définis souvent synonyme de contraintes budgétaires et administratives, mais plutôt de divulguer les informations les plus essentielles qui présentent des risques significatifs pour l'entreprise. Celle-ci devra alors renseigner uniquement les enjeux qui lui paraissent les plus matériels. En effet, cette analyse de matérialité a été recommandée par plusieurs directives, notamment la série des normes AA1000, la Global Reporting Initiative avec sa nouvelle version G4 et l'International Integrated Reporting Council. Ce principe répond aux exigences actuelles des parties prenantes dans la mesure où il permet à l'entreprise de construire un rapport intégré, c'est-à-dire, en relation avec son modèle d'affaires, mais aussi de fournir une information plus ciblée. Il faut noter que les principes véhiculés par ces référentiels contribuent à offrir un cadre de comparaison cohérent et à mieux réguler la latitude laissée aux entreprises. Ce papier conceptuel a un double objectif: analyser l'institutionnalisation du reporting sociétal en tenant compte du principe de matérialité et déterminer l'effet du contrôle familial sur le processus de reporting sociétal au sein de l'entreprise familiale. Selon la théorie de l'agence, la divulgation volontaire est un outil de liaison et de suivi qui permet de réduire les conflits d'agence (Jensen et Meckling, 1976). En ce qui concerne les entreprises familiales, Ali et al. (2007) distinguent les problèmes d'agence de type 1 (propriétaires/dirigeants) et de type 2 (actionnaires majoritaires/actionnaires minoritaires). Les entreprises familiales sont confrontées à moins de problèmes d'agence de type 1 par rapport à leurs homologues. Ils sont même quasi absents dans le cas où le propriétaire est aussi dirigeant. De nombreuses études ont montré que la présence d'un président directeur général non issu de la famille permet d'accroître de façon importante le niveau de divulgation volontaire (Chau et Gray, 2002). Ho et Wong. (2001) montrent une relation négative entre la qualité de l'information divulguée et le cumul des fonctions. Cela rejoint les travaux de Gul et Leung. (2004) qui trouvent que la dualité des fonctions est associée de manière négative sur le niveau de divulgation volontaire.

An inductive typology of environmental capabilities: the CEO's point of view

Elisabeth Albertini, IAE de Paris - Sorbonne Business School

While the report of the Intergovernmental Panel on Climate Change has alerted governments to the urgency of tackling global warming, it is timely to look at what environmental capabilities companies are deploying to reduce their environmental footprint. According to the natural-resource-based view (NRBV), environmental capabilities, that are organizational learning, managerial competencies, continuous innovation, shared vision, stakeholder integration and reputation are significant for the success of firm's environmental strategies. Although a large body of literature has shed light on the application of environmental capabilities in the NRBV, little attention has been devoted to the empirical exploration of these environmental capabilities.

Hence, the objective of the paper is to explore firm's current environmental capabilities disclosure that should allow the identification of these capabilities by current discursive practices. In that goal, we conducted a computerized content analysis of 241 letters to shareholders from the CEOs of S&P Euro 350 companies for 2016.

The results show that CEO disclose mainly about three environmental topics that are partnerships, innovation and energy transition. By deeply analysing these topics, our study reveals that stakeholder integration, continuous innovation, organizational learning and managerial competencies seem to be at the heart of the environmental strategies as disclosed by the CEOs in their letter. Yet, this study shows that shared vision, if shared with employees, is not really shared with shareholders if we consider the lack of references to the social and environmental values of leaders' speech. This study provides empirical insights into theoretical knowledge about environmental capabilities. It thus contributes to a better knowledge of the environmental capacities mobilized by companies in their economic models.

Although it is normal for CEOs to mention the strategic issues facing their companies in the coming years, it is important to note that there is no discourse on the need to engage for the environment because it's just the right thing to do in the context where companies have a certain responsibility in global warming.

Gouvernance environnementale et qualité de l'information sur l'Analyse du Cycle de Vie diffusée dans les rapports des sociétés cotées du CAC 40

Nesrine Ben Ismail, Toulouse School of Management
Simon Alcouffe, Toulouse Business School

L'objectif de cet article est d'étudier l'évolution de la qualité de l'information diffusée sur l'Analyse du Cycle de Vie (ACV) et d'analyser l'influence des mécanismes de la gouvernance environnementale sur la qualité de cette information. Pour cela, nous mobilisons la théorie de l'agence élargie. La qualité de l'information sur l'ACV a été mesurée à l'aide d'un score spécifique basé sur les principes de qualité de la Global Reporting Initiative (GRI). Les tests statistiques réalisés sur un échantillon de 301 observations issues de 36 entreprises appartenant au CAC40 montrent que parmi les mécanismes de gouvernance étudiés, seule la vérification des informations sociales et environnementales est positivement et significativement associée à la qualité de l'information divulguée sur l'ACV. En outre, l'appartenance de l'entreprise à un secteur sensible sur le plan environnemental ainsi que sa performance environnementale sont également significativement associées à la qualité de l'information divulguée, respectivement de façon positive et négative. Cette recherche contribue à la littérature sur la diffusion

d'information sociale et environnementale de plusieurs façons. Une première contribution concerne la mesure de la qualité de l'information sur l'ACV. Nous avons construit un indice original de mesure de la qualité composé de 19 items et regroupés en cinq dimensions. Il s'agit, à notre connaissance, de la première recherche à étudier la qualité de l'information diffusée sur l'ACV. Deuxièmement, en examinant les cinq dimensions de la qualité de l'information sur l'ACV, nos résultats révèlent que la qualité n'est pas la même pour chacune de ces dimensions. En effet, la qualité de l'information sur l'ACV est supérieure en termes de clarté. Ce résultat permet de désigner les dimensions pour lesquelles la qualité de l'information sur l'ACV doit être améliorée. Troisièmement, notre recherche contribue à la littérature à travers son aspect longitudinal et l'étude d'une période particulièrement longue. Quatrièmement, nous démontrons que la majorité de mécanismes de gouvernance environnementale n'influence pas sur la qualité de l'information sur l'ACV. Elles jouent donc un rôle symbolique. Cinquièmement, les résultats de cet article devraient inciter les initiatives internationales en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), comme par exemple la GRI, à considérer l'opportunité de normaliser le reporting de l'information sur l'ACV sous un nouveau jour. En effet, si l'objectif est de fournir aux parties prenantes une information de qualité, alors il convient de limiter l'hétérogénéité des comportements en matière de communication de cette information.

Intégration de la matérialité dans le reporting RSE suite à la transposition de la directive européenne : Analyse comparative des pratiques des grandes entreprises européennes du secteur pharmaceutique

Amel Ben Rhouma,

Le concept de matérialité attire de plus en plus l'attention dans les rapports de développement durable (DD) des entreprises. Il y a plus de dix ans, l'application de la matérialité au reporting DD a été recommandée par plusieurs référentiels (GRI, IIRC, SASB, AA1000, etc.). Plus, récemment, la matérialité a constitué un point central de la directive européenne de 2014 ayant rendu obligatoire le reporting RSE dans les trente Etats membres de l'espace économique européen. Toutefois, la directive ne donne pas de définition claire du « test de matérialité » qu'elle exige et n'indique pas non plus comment la déclaration d'information non financière devrait faire référence à des aspects de l'information financière. Par ailleurs, les Etats membres n'ont pas fourni de précisions supplémentaires sur ces points dans les textes transposant la directive. Dans ce contexte, l'objectif de cette communication est de proposer un examen exploratoire de la manière dont les principaux groupes du secteur pharmaceutique en Europe intègrent la matérialité dans leurs processus de reporting RSE. Notre étude empirique est basée sur différents supports d'information extra-financière publiés en 2017 par les dix plus grands groupes pharmaceutiques appartenant à six pays différents de l'espace économique européen (Allemagne (3), Royaume-Uni (2), Danemark (1), Dublin (1), France (1) et Suisse (2)). Une analyse de contenu qualitative basée sur une grille de onze critères, est appliquée pour analyser les informations autour de matérialité communiquées par les entreprises. Les résultats primaires révèlent qu'il existe à la fois des divergences et convergences dans la manière avec laquelle les entreprises européennes du secteur pharmaceutique adoptent le principe de matérialité. Toutefois, les résultats obtenus ne révèlent pas l'existence d'une approche sectorielle de la matérialité au sein de ce secteur. Certaines entreprises rattachent la matérialité aux notions de performance globale et d'analyse des risques. Dans la plupart des cas étudiées, la matérialité est réalisée de manière qualitative. Dans certains cas, l'analyse de la matérialité est complétée l'année suivant sa réalisation par un travail sur les indicateurs clés de performance. Certaines entreprises ont identifié des axes de

performance avec des indicateurs par axe et fixé des cibles par indicateur. Nos résultats permettent de mettre en évidence les indicateurs de durabilité les plus prioritaires pour l'industrie pharmaceutique en Europe ainsi que les liens que les entreprises font entre leur gestion des enjeux RSE prioritaires d'une part, et la contribution aux objectifs du développement durable (ODD), d'autre part.

Le consommateur comme acteur comptable : enseignements tirés de « C'est qui le Patron ?! » et proposition pour une extension du modèle comptable CARE-TDL.

Clarence Bluntz, Université Paris-Dauphine

Les informations produites par les outils de comptabilité sociale et environnementale permettent à qui les utilise de répondre à la question « à quoi tenons-nous ? » en mettant une valeur sur la société et l'environnement. Alors que l'idéologie néolibérale se propage, ce travail de valorisation s'accomplit moins au travers de normes et de régulations qu'au sein d'interactions mercantiles : il en vient à se confondre avec la révélation des préférences dans le marché. C'est donc finalement au consommateur que revient la responsabilité de dire à quoi tient la société, comme en témoignent les multiples injonctions à la consommation responsable qui se propagent dans le débat public.

Il est donc primordial pour la recherche en comptabilité de considérer le consommateur non plus seulement comme un client mais comme un acteur qui manie des inscriptions comptables pour prendre des décisions. Partant de ce constat, j'étudie le cas de C'est qui le Patron ?!. Cette coopérative créée en 2016 a réussi à faire accepter aux consommateurs un surcoût de 20% sur des produits pourtant réputés indifférenciés (lait, œufs, beurre...). Grâce à des outils de calculs de coûts en ligne, à une application pour smartphone qui permet de pratiquer des contrôles en magasin et à des visites organisées sur les lieux de production, elle a transformé le consommateur en auditeur et en contrôleur de gestion. L'utilisation d'informations comptables par le consommateur, légitimées par de tels outils « d'expertise participative », influence son travail de valorisation ; le surplus dégagé permet de mieux rémunérer les producteurs et de réduire certains impacts environnementaux. Cependant, ces pratiques peuvent aussi s'apparenter à du travail dissimulé, et rendent le consommateur seul responsable de la valorisation de toute une filière.

Il faut donc formaliser le rôle du consommateur au sein d'un modèle comptable, tant pour lui permettre de s'exprimer que pour le protéger. Je ferai une proposition normative qui viendra compléter le modèle CARE-TDL (Rambaud & Richard, 2015, 2016; Richard, Bensadon, & Rambaud, 2018). Celui-ci reprend la conception historique de la comptabilité comme outil assurant le maintien du capital apporté par les investisseurs grâce aux amortissements et aux dépréciations, et l'étend à des capitaux humains et environnementaux. Je montrerai que le consommateur doit être lui aussi considéré comme un apporteur de capitaux, tant pour lui permettre de répondre à la question « à quoi tenons-nous ? » (en exprimant ce que devraient être ces nouveaux capitaux et comment ils devraient être maintenus) que pour le protéger d'une potentielle exploitation.

En se basant sur l'exemple de C'est qui le Patron ?!, cette communication souhaite apporter deux contributions à la recherche en comptabilité sociale et environnementale : d'abord en montrant la nécessité de considérer le consommateur comme un acteur comptable ; et ensuite en proposant un modèle pour le faire.

L'analyse des flux de matières : d'un outil de représentation de flux physiques à une comptabilité territoriale.

Clarence Bluntz, Université Paris-Dauphine

Martial Vialleix, IAU Île-de-France

L'Analyse des Flux de Matières (AFM) est un outil essentiel de l'écologie urbaine (Barles, 2014). Avec pour objectif d'assimiler les villes à des écosystèmes, l'AFM vise à caractériser de façon synthétique et quantifiée le métabolisme des territoires urbains (Barles, 2008) en rendant visibles les quantités physiques de matières qui traversent leurs frontières.

La publication de travaux académiques, la mise en place d'une batterie d'indicateurs nationaux autour des questions d'économie circulaire et la réalisation d'un nombre croissant d'exercices d'AFM plaident pour une approche homogénéisée et internationale de cet outil (Kennedy & Hoornweg, 2012). Cependant, l'AFM n'a pas eu l'impact espéré. C'est un outil conçu par des ingénieurs, qui représente le territoire comme un écosystème cohérent dont il faut comptabiliser les entrées et les sorties hors de toute considération économique et de gouvernance.

L'AFM se caractérise par sa complexité, un haut niveau d'incertitudes et par une difficulté à étudier le métabolisme à une échelle fine (Laner & al., 2014 ; Rechberger & al., 2013). Ce modèle produit une représentation partielle et statique de l'environnement urbain. Surtout, il occulte des aspects essentiels de la soutenabilité : diversité des consommations locales, spécificités et disparités territoriales, coûts et gouvernance des flux ne sont pas pris en compte.

L'AFM est considéré aujourd'hui comme un outil indispensable dans la gestion des territoires, à l'échelle des villes mais surtout des régions (Île-de-France, Lorraine, Rhône-Alpes...). Cependant, en représentant uniquement des flux physiques d'entrée et de sortie, il ne saurait être assimilé à un véritable système de gouvernance territoriale des ressources et des impacts.

Cette étude préliminaire, au carrefour de la recherche en comptabilité et de la pratique de l'urbanisme, a plusieurs objectifs. Alors que l'on se demande de plus en plus « où atterrir ? » (Latour, 2017), il s'agit de livrer une première analyse et de reterritorialiser l'étude de la comptabilité, les chercheurs se concentrant encore trop souvent sur les pratiques d'entreprises privées, sans ancrage territorial (Lauriol et al., 2008). Nous formulerons une proposition normative pour transformer l'AFM en un véritable outil de contrôle et d'aide à la décision : s'inspirer du cadre du reporting intégré rendrait d'une part possible l'analyse à l'échelle du territoire de l'interaction entre les différents capitaux et des processus de valorisation qui en résultent ; d'autre part, l'application du reporting intégré à l'échelle d'une ville ou d'une région permettrait de remédier aux faiblesses de ce cadre : absence de légitimité politique dans l'arbitrage entre capitaux et mainmise du privé sur les processus de valorisation (Flower, 2015). La pratique de la comptabilité territoriale pourrait ainsi s'orienter vers une accountability plus holistique (Bebbington et al., 2017).

The evolution of environmental reporting in Europe: A longitudinal analysis before and after the European Extra-Financial Directive?

Béatrice Boyer-Allirol, Université Grenoble Alpes

Elena Barbu, Université Grenoble Alpes

Yann Ferrat, Université Grenoble Alpes

At the time of the mandatory implementation of the European Directive 2014/95/EU from January 2017, we observe the impact of this Extra-Financial Reporting Directive on the level of environmental

disclosure of European companies. Firstly, we propose a measurement grid of 97 elements that could be published by the companies and thus meet the demands of this Directive. By using this grid, we measure the level of environmental disclosure in three European countries (characterized by a hard, a soft and a flexible law) before and after this European Directive. We observe also that the level of environmental disclosure is influenced not only by the national and European legislative frameworks, but also by different economic factors such as size, performance, exposure to environmental risks of the sector, and corporate governance mechanisms.

La contribution des ONG locales à la crédibilité du rapportage social

Olivier Braun, ICN Business School
Coralie Fiori-Khayat, ICN Business School
Christine Morin-Esteves, ICN Business School
Ceccarelli Agnès, ICN Business School
Corine Gendron, ICN Business School

De nombreux progrès sont demandés aux entreprises notamment en Europe dans les domaines environnementaux et sociaux. Le parlement européen a produit en 2014 (Directive/2014/ 34/ EU) un cadre de production des informations extra-financières obligeant les entreprises à communiquer le résultat de leurs actions du domaine social et environnemental. En France la loi des Nouvelles Régulations Economiques (2001, modifiée en 2012 et 2013) imposait déjà la production de telles informations. Depuis 2017 (Décret n°2017-1265 du 9 août 2017) les entreprises cotées ou non-cotées doivent substituer les informations du rapport de RSE par une déclaration de performance extra-financière, validée par un organisme tiers.

Pourtant, le monde académique et professionnel s'accorde sur la nécessité de divulgation des informations des actions de l'organisation pour améliorer les pratiques et par conséquent la performance sur la triple contrainte (Triple Bottom Line, Elkington 1997). Les parties prenantes jouent théoriquement le rôle d'auditeur des pratiques (Igalens et Point, 2009) et de pression (Freeman, 1984) pour réguler les comportements organisationnels.

De nombreuses O.N.G médiatisées sont la figure de proue des parties prenantes influençant la prise de conscience des entreprises et surtout l'opérationnalisation du développement durable. Au-delà de ces « majors » de la défense de l'humanité, de multiples O.N.G sont présentes localement et forment un réseau agissant parfois en substitution des pouvoirs publics. Sur le volet social et sociétal, les O.N.G sont nombreuses tant nationales, locales que transnationales. Les entreprises européennes et françaises sont également de tailles différents et internationales, nationales ou encore locales. Dans cette configuration, l'intervention des O.N.G auprès des entreprises semble complexe voire confuse autant que la constitution d'un rapportage social intelligible. Quelles sont les parties prenantes destinataires ? Comment les toucher ? Quel est le contenu de ces communications? et qu'attendent les entreprises en retour précisément ?

Notre problématique concerne, dès lors, le rapportage social et plus particulièrement le rapport de développement durable qui semble controversé dans son instrumentalisation, son contenu et sa divulgation. Dans cette configuration, la question centrale de notre papier est la suivante. En quoi, les O.N.G locales contribuent-elles en France à la crédibilité du rapportage social ?

How Accounting is Involved and Plays a Role in the Socio-Environmental Activism: The Case Study of Italian NO TAV Movement and its Counter-Accounting

Iris Burgia, University of Bergamo, Italy

Riccardo Torelli, University of Parma, Italy

The main purpose and idea of this work is to understand how accounting plays a role and is involved in the dimension of activism. How is accounting used to self-organizing, communicating internally and externally, and to counteracting the target subject of the movement? We want to answer to this question deepening the concept of counter-accounting (Denedo et al., 2017; Gallhofer et al., 2006; Lanka et al., 2017; Lehman et al., 2016; Vinnari & Laine, 2017), in the meaning of a complex set of accounting practices that operates differently in different contexts, with different purposes (Collison et al., 2010; Contrafatto et al., 2015; Thomson et al., 2015). Counter-accounting can serve as an engagement force in conflict dynamics and in particular in contexts identified as dynamic conflict arenas (see Georgakopoulos & Thomson, 2008; Thomson et al., 2015). We will explore the role of accounting analyzing, studying and reflecting on the case study (Yin, 2017) of NO TAV based in the city of Brescia, north of Italy. NO TAV (NO Treno ad Alta Velocità, i.e. NO High-Speed Train) is a movement, organized in associations with members, that still are organizing demonstrations and manifestations against local and national government in order to protect “the future of the community and the use of public money in constructing new infrastructure” (from NO TAV web site). Considering NO TAV as a social movement (Davis et al., 2008; Rao et al., 2000), a way of living and participating the community, we will explore how accounting is produced/construct/taken in order to rear associations with members, activities and debates. Drawing from the concept of conflict arena, a term that is used to describe an abstract place where different actors are affected by a particular issue of concern and act in different ways and with different methods and tools following their ideas and principles (Renn, 1993; Thomson et al., 2015), our aim is to understand more in deep how accounting plays a role in the “NO TAV arena”. Our initial database is composed by interviews with members of the association and by internal and external documents (mainly web sites, newspapers, official/unofficial communications). The debate on constructing new buildings (with several high and direct social and environmental impacts), such as high-speed train, is vivid in Italy, from local communities level to national government level. Insights on how the process of the decisions, and how accounting is used and is useful in manipulating the reality is very well represented in this case study. We want to insert in the ongoing and active field of research among socio-environmental activism and accounting (Gallhofer et al., 2015; Tregidga et al., 2018) and focusing on counter-accounts in social movement groups because this point of view can give interesting hints and results of social and environmental changing force of accounting (Bebbington et al., 2007).

Le reporting extra-financier au prisme des objets-frontière

Clément Carn, IAE de Poitiers

Le reporting extra-financier aspect un enjeu croissant de la communication des entreprises. Il apparaît de plus en plus évident que la seule information financière est insuffisante pour répondre aux enjeux contemporains. Après le Reporting RSE instauré par la loi NRE, la DPEF constitue une étape importante de ce renouvellement. Cependant, nous sommes encore à un stade préconventionnel, et malgré la législation en place, plusieurs modèles coexistent : GRI, <IR>, ODD, CARE, sans compter les référentiels propres aux agences de notation extra-financière.

Cette situation rend le reporting plus complexe pour les entreprises. En effet, sur le terrain les responsables RSE doivent « sensibiliser » et « acculturer » les équipes afin de collecter des informations fiables. Mais ce travail de long terme, nécessaire à la « fiabilisation » du système d'information, ne peut se faire dans de bonnes conditions si le référentiel de reporting évolue régulièrement.

Dans ce contexte, le besoin de normalisation se fait sentir de la part des entreprises, mais cette diversité de référentiels se laisse difficilement résumer en une méthode, tant les fondements théoriques sont différents voir opposés. Il paraît donc délicat, voire impossible, de formuler un cadre unique et cohérent au reporting extra-financier en l'état actuel. Néanmoins, la mobilisation du concept d'objets-frontière permet de dépasser cette difficulté et de proposer des objets partagés par les différents acteurs des organisations d'une part et par les promoteurs des différents référentiels de reporting d'autre part.

Cette recherche-action menée dans un cabinet de consultant en RSE permet de faire émerger des objets fondamentaux du reporting extra-financier. Elle suggère également de mobiliser le concept d'objets-frontière de manière normative pour répondre aux attentes des entreprises.

The Mediating Effect of CSR Integration Into Management Control System on the Relationship Between CSR Practices and Firms Performance

Walid Cheffi, United Arab Emirates University
Ahmed Abdel-Maksoud, Abu Dhabi University

This study examines how CSR activities affect SMEs overall performance. It is proposed that the effect of CSR activities on overall performance is indirect through the mediating variable of 'integration of CSR into strategic performance management system'. We develop a structural equation model on a data gathered by questionnaire within 117 SMEs in the Emirate of Abu Dhabi. Results indicate that the CSR activities have not only a direct positive effect on SME's overall performance, but also have an indirect effect on performance through the intervening variable of the involvement of accountants (human factor) in CSR management. Interestingly, we found no evidence of an indirect effect of CSR on performance through the variable of the integration of CSR into performance management technology (techniques and methods). This finding highlights the role of human intervention above technology intermediation in explaining the positive effect of CSR on firms' performance in SMEs. In particular, the results show that the extant literature needs to clear out the ambiguity in using constructs such as PMS, management accounting systems or management accounting packages to designate indifferently the accounting player and the accounting artefact. Finally, this study is also distinguished by validating a single construct for each of "firm's overall performance" and "CSR integration into SPMS".

Not All Bad Comes to Harm You - When Bad News Turns into Good Reputation: Evidence from US firms

Charles Cho, Schulich School of Business, York University

Fabrizi Michele, University of Padova, Italy

Silvia Pilonato, University of Padova, Italy

Federica Ricceri, University of Padova, Italy

This study investigates the relationship between sustainability disclosure of bad news and reputation. In particular, our analysis focuses on the effects that the sustainability disclosure of bad news may have on corporate reputation. Within CSR literature a growing number of studies provide support to the idea that sustainability disclosure, which has been criticized for its self-laudatory style, may serve as a reputation management tool, used to camouflage firm's image among stakeholders to protect reputation. These studies suggest that an optimistically biased reporting may boost reputation. However, recent researches in the accounting and finance domain show that transparency, and thus a non-optimistically biased reporting, may have positive effects on credibility of the information disclosed. Therefore they suggest that the disclosure of bad news may be beneficial and turn into good reputation.

In this study we try to reconcile previous contrasting findings in these two literature streams about the association between sustainability disclosure of good and bad news and reputation, relying on a detailed analysis of the information disclosed. Focusing on sustainability disclosure and using data of the most visible US companies, this study shows that the disclosure of bad news may have positive reputational outcomes.

Overlaps between auditors' and clients' corporate charitable donations, audit pricing and audit quality

Nava Cohen, New Jersey City University, US

Anne Jeny, ESSEC

Luc Paugam, HEC Paris

We examine the influence of charitable alignment between a client and its auditor – when they both give corporate charitable donations (CCDs) to the same nonprofit organizations - on two major audit outcomes: audit pricing and audit quality. Overlaps of CCDs reveal firms and auditors' shared norms and common social networks based on greater trust. Moreover, these overlaps of CCDs can be intended to obtain benefits. In an exploratory analysis of the determinants of these overlaps, we find that firms with a corporate charitable foundation, a higher firm market value or a bigger board size are more likely to have CCD overlaps. Moreover, we find that auditors and clients that have CCD overlaps exhibit higher audit quality and higher audit fees. This evidence is consistent with the argument of a better information exchange and higher trust between a client and its auditor as well as auditor's extra efforts in a post-SOX period. In further analyses, we find that the effect of CCD overlaps is stronger when auditor has a better firm knowledge (i.e., longer auditor tenure). This study presents new evidence that the alignment of CSR activities, in particular charitable activities, between audit firms and clients, is one driver of audit outcomes and modify auditors' perceptions of firms' reporting.

Etude du format de publication de la preuve d'impôt sur le marché français

Florence Depoers,

Tiphaine Jerome, Grenoble IAE - Université Grenoble Alpes

La question de la responsabilité sociale de l'entreprise intègre désormais, en sus des volets sociaux et environnementaux, le comportement fiscal de l'entreprise (Debruyne, 2016). A ce titre, les éléments informationnels de nature fiscale constituent un enjeu de reporting important pour les sociétés vis-à-vis de leurs parties prenantes. Par ailleurs, des recherches montrent que les investisseurs sont, par exemple, sensibles au format de présentation des résultats de l'entreprise (pourcentage ou montant), ce qui influence ensuite leur perception et leur évaluation du risque (Nelson et Rupar, 2015).

Dans ce contexte, nous analysons et expliquons le choix du format de présentation de la preuve d'impôt des entreprises du SBF 120 sur la période 2015-2017. La preuve d'impôt (aussi appelée réconciliation de la charge d'impôt) est obligatoire de par la norme IAS 12 et a fait l'objet d'une recommandation de l'AMF (2013). Cet état de réconciliation présente et justifie l'écart entre l'impôt théorique et l'impôt effectif d'une entreprise. Plusieurs formats de publication sont autorisés. Le format en valeur permet de montrer la contribution de l'entreprise à la collectivité sous forme d'un montant d'impôt versé. La présentation en pourcentage se focalise sur les éléments essentiels de réconciliation et permet, d'un point de vue pédagogique, de mettre facilement en évidence les augmentations ou diminutions d'impôts.

Nos résultats montrent en premier lieu que les entreprises françaises n'adoptent pas toutes le même format de publication. Nous mettons ensuite en évidence des variables explicatives des choix de publication. Nos résultats présentent un intérêt pour les dirigeants qui décident du format à retenir, pour les investisseurs et plus largement les parties prenantes intéressées par une information de nature fiscale mais revêtant un caractère social et pour le législateur qui s'interroge sur la nécessité de davantage réglementer le format de ce type d'information.

La comptabilité sociale comme outil de pilotage de la performance

Said El Harrak, UNIVERSITY ABDELMALEK SAADI, Morocco

L'entreprise a dans un premier temps, tendance à quantifier son activité et donc se diriger vers une approche essentiellement économique. L'étude sur le capital humain a permis de démontrer un lien entre la performance globale et la finance. Mais privilégier le langage financier reste insuffisant. Une des préconisations du rapport est de compléter l'approche financière par une approche monétaire, quantitative et qualitative. Et ce, afin d'établir un dialogue social avec les parties prenantes dans le milieu de la comptabilité.

La comptabilité sociale et sociétale présente une grande variété de significations auprès de multiples auteurs et de groupes utilisateurs. Une certaine confusion existe du fait que les mêmes termes sont utilisés de différentes manières et que, selon les pays, ils n'englobent pas les mêmes champs. Les auteurs énoncent en général qu'il s'agit d'un système d'information qui vise à exprimer la contribution, négative ou positive de l'entreprise à son environnement, mais pour certains il s'agit aussi, inversement, de saisir les effets de la société sur l'entreprise (Rey, 1978). Elle doit permettre à la direction de l'entreprise à la fois de gérer ses responsabilités dans les domaines sociaux et sociétaux et d'en rendre compte aux tiers concernés.

Donc, on peut dégager quelques caractéristiques essentielles :

- la comptabilité sociale suppose que les entreprises ont des responsabilités plus larges que la simple fonction de rapporter de l'argent à leurs actionnaires ;
 - l'approche implique la reconnaissance du rôle de l'entreprise en tant que producteur et agent de répartition de revenus entre différents groupes, mais aussi la mesure des bénéfices et des coûts sociaux résultant de ses activités (« économies » et « déséconomies externes ») (Rey, 1978) ; l'entreprise doit ainsi rendre compte des « prélèvements » effectués dans le corps social (Chevalier,);
 - c'est un processus d'identification, de saisie de données et de présentation d'informations qui suppose une organisation capable de percevoir, de prendre en considération les effets de ses actions, d'évaluer les alternatives et de rendre compte des décisions d'amélioration éventuelle ;
 - le processus implique une communication en direction de groupes d'intérêts particuliers et en direction de la société en général (Gray et alii, 1996) qui ne se limite donc pas au rôle traditionnel de la comptabilité financière consistant à fournir des comptes financiers à des actionnaires ;
 - il peut impliquer la reconnaissance de parties prenantes, une volonté de dialogue et une organisation des relations avec elles (Gray et alii, 1996) ;
 - il implique l'extension de la diffusion d'informations à des données sur les salariés, les produits, les services rendus à la communauté, la prévention et la réduction de la pollution (Mathews et Perera, 1991) ;
-

Innovations comptables pour la biodiversité: une typologie axée sur les conditions de l'efficacité écologique

Clément Feger, AgroParisTech
Laurent Mermet, AgroParisTech

Cet article cherche à répondre à la question de savoir où et comment la recherche et l'innovation comptable peuvent contribuer à une meilleure prise en charge collective de la biodiversité et des écosystèmes de la planète ? Pour y répondre, il propose une typologie permettant de classer en quatre grands domaines l'ensemble des perspectives d'innovation en comptabilité pour la biodiversité et les écosystèmes.

Cette typologie est construite sur la distinction d'une part entre les comptabilités écosystémiques élaborées au niveau du périmètre de l'entreprise et celles élaborées au niveau collectif (à l'échelle de l'Etat ou de l'écosystème) ; et d'autre part entre les comptabilités écosystémiques « de gestion » ayant pour finalité de guider l'action et la décision des gestionnaires, et les comptabilités écosystémiques dites « de bilan » qui ont pour finalité de rendre des comptes sur les performances obtenues.

Sur la base de ces distinctions, les auteurs recensent les perspectives existantes dans les trois domaines qui ont jusqu'à présent été le plus investis par l'effort d'innovation comptable pour la biodiversité (les comptabilités pour la gestion écologique des entreprises ; les comptabilités de bilan écologique des entreprises ; les comptabilités gouvernementales du capital naturel). Ils montrent également pourquoi il est dorénavant essentiel de poursuivre le développement d'un quatrième domaine complémentaire et tout juste émergent, celui des comptabilités de gestion écosystème-centrées, si l'on souhaite pouvoir équiper sérieusement la question de l'efficacité écologique des engagements pris par les organisations et les Etats pour les écosystèmes.

Sans prétendre les trancher, la typologie présentée permet de mettre en lumière les spécificités d'origine, de nature et de finalité ainsi que les controverses propres à chacun de ces quatre grands domaines. Elle permet ainsi de circuler et de réfléchir aux articulations nécessaires entre ces domaines structurants de débat et d'innovation comptable au niveau « micro » et « macro », dont chacun

prétend légitimement à une visée transformative en faveur d'une meilleure protection des écosystèmes mais ne peut au final l'atteindre par lui-même.

The capital market's potential to contribute to the Sustainable Development Goals in Latin America

Nicolás Gambetta, Uruguay

Inés García Fronti, Argentina

Valeska V. Geldres-Weiss, Chile

Mauricio Gómez-Villegas, Universidad Nacional de Colombia

Marcela Jaramillo, Mexico

On 25 September 2015, 196 countries set ambitious objectives that aim to end poverty, to protect the planet and ensure that all human beings can enjoy prosperous and fulfilling lives (United Nations, 2015). The 17 Sustainable Development Goals (SDGs) and the 169 targets of the 2030 Agenda for the sustainable development create the framework for the countries to make the effort to eradicate poverty, reduce inequalities and to fight against climate change.

This research aims to gain an understanding of how the financial markets can contribute to achieve the Sustainable Development Goals in the Latin American countries that conducted voluntary national reviews (VNRs) in 2016 and 2017 and presented their reports to the High-level Political Forum (HLPF). We do this by linking the achievement level of each SDGs in these countries with the industrial structure of these countries' GDP and the number of companies that compose the capital market classified by industry. The research question of the study is whether the industrial sector and companies that dominate the capital markets in the Latin American countries are linked to the SDGs in which the countries have a better or a worse performance.

We will first understand the SDGs in which the different industry sectors have the highest potential to contribute to their achievement using the PwC SDG Engagement Survey 2015 (PwC, 2015) and will compare it with the SDG achievement level of each country according to the SDG Index 2017 (Sustainable Development Solutions Network, 2017). Then, using content analysis we will identify the SDGs that concentrate the communication effort of the Latin American companies in the sustainability reports that were issued by them in 2017 and will compare this with the gaps identified in the analysis described before. We will also study if this contribution would contribute to fill the gaps left by the public sector in financing each SDG.

The topic addressed in this research is relevant as the Latin American countries are predominantly emerging economies with scarce resources and significant economic challenges, so the resources need to be allocated efficiently to achieve the 2030 Agenda. To the best of our understanding this is the first study to address this research question.

The private sector in Latin America should play a highly relevant role, working together with the public sector and the communities to achieve the SDGs. Latin American countries show indicators that are below the developed countries' average in regards to the SDG Index (Sustainable Development Solutions Network, 2017) and the Social Progress Index (Porter et al., 2017). The alignment of the public and the private sector efforts is essential, so knowing the potential contribution of the financial markets to the SDGs achievement is relevant to understand if this can fulfill the financing gaps left by the public sector in the sustainable development financing.

The European Directive 2014/95/EU: understanding, implementation and practice

Raluca Gina Gușe, The Bucharest University of Economic Studies, Romania

Adriana Duțescu, The Bucharest University of Economic Studies, Romania

Ioana Sofian - Neacșu, The Bucharest University of Economic Studies, Romania

Mădălina Dumitru, The Bucharest University of Economic Studies, Romania

Nowadays, advanced technologies, environmental dramatic changes, human rights and ethical matters pressure all type of entities to disclose more non-financial information, in order to improve their credibility and business' stability. Along with other institutions, the European Union is actively involved in contributing to non-financial disclosures; the last requirement in this regard is the European Directive 2014/95/EU on disclosure of non-financial information and diversity information. In this paper, we aim to provide an analysis "before and after" this directive in order to determine if it fulfilled its purpose. In this regard, we employ a broad methodology: first, we conduct a literature review on previous papers written on any aspect of this topic (understanding and implementation); second, we use NVivo and a scoring system (based on content analysis) to observe how the reports published by companies from the energy utilities sector disclose the information required by the Directive. We reach four main conclusions. (1) The Directive it fails at improving the comparability of information: is flexible and vague, it does not use language that suggests its mandatory character and it involves many possible variables (information to be disclosed, frameworks to be used, potential assurance, no penalties, etc.). (2) We consider that companies should receive real guidance, not just boilerplate regulations in order to advance their approach of sustainability; previous research showed extensively the need of a minimum list of indicators to disclose each aspect required by the Directive. (3) The Directive failed also in generating harmonization because non-financial reporting practices still vary across countries; a potential explanation could be the impact of legal and cultural factors over the transposition of the Directive into national laws. (4) Although the energy utilities industry is an environmentally-sensitive sector, the analysis of the reports belonging to companies from this industry shows that social and employee-related matters is the most frequently mentioned category. On average, all the main sections required by the Directive are covered by the reports, but information about the business model, policies and risks related to Corporate Social responsibility (CSR) issues is less present, suggesting that companies do not succeed at describing their business model and at assessing future risks.

Normativity and Life-cycle of Norms : A longitudinal study of the process of carbon accounting regulation

Sophie Giordano-Spring, University of Montpellier

Carlos Larrinaga, University of Burgos, Spain

Geraldine Rivière-Giordano, University of Montpellier

The entry into force of the EU ETS in 2005 revealed the necessity to regulate different aspects of the accounting for the assets, liabilities, expenses and income resulting from the corporate activities in this market of emissions rights. This setting provides a unique case to study the construction of accounting norms.

In December 2004, the IFRIC issued Interpretation 3 "Emission Rights", which was soon withdrawn in July 2005, considering mainly the negative endorsement to this interpretation issued by EFRAG. Since 2005, different national accounting standards have been issued in European countries, regulating the

accounting for emission rights, while the IASB and the FASB have launched, abandoned and resume different plans to construct such a norm, with the effects that an international accounting standard does not exist and that the most important MNC have absolute discretion over the accounting methods used, resulting in a lack of comparable accounting information with regard to emission rights (Lovell, Sales de Aguiar, Bebbington, & Larrinaga, 2010).

What this situation illustrates is that carbon accounting is a contentious political matter (MacKenzie 2009).

In this paper, our aim is to understand the process of accounting regulation, focusing on the conditions of possibility that allow a failure of accounting regulation.

This study draws upon the concepts of normativity (Bebbington et al 2012) and regulatory space (Young, 1994). Regulatory space is an arena of contestation, conflict and influence in international setting process that needs further consideration within neo-institutional literature (Botzem and Quack, 2006). In between these theoretical frameworks, is the notion of life-cycle of norm as a dynamic process. In early stage of the life-cycle of norms, some norm entrepreneurs innovate before patterns reach a tipping point and diffuse (Larrinaga et al. 2018).

Since 2004 different events and organizations have come together in a public space where the opportunity to regulate the accounting for emission rights and different detailed accounting issues have been subject to discussion and contestation, resulting in a messy regulatory process, which could be even described as a failure.

In the particular setting of our study, regulatory agents are considered as institutional entrepreneurs that enter into the regulatory space, providing possible explanations of the difficulties in the life-cycle of the international norm on carbon accounting.

To understand this process, we perform a qualitative analysis of a range of documents produced internationally since 2003 in the carbon accounting regulatory space. Specifically, four public consultations are comprised in our analysis: IASB Exposure Draft IFRIC D1 May 2003, IASB Agenda consultation 2011, EFRAG "Emissions Trading Schemes : Draft Comment Paper" 2013, IASB Agenda consultation 2015.

Environmental Information Disclosure Assessment: The Case of Manufacturing Firms Listed in Indonesia Stock Exchange

Sofik Handoyo, Universitas Padjadjaran, Indonesia

The purpose of the study is to assess environmental information disclosure of manufacturing firms listed in Indonesia stock exchange. The study involved all manufacturing firms listed in Indonesia Stock Exchange (135 manufacturing firms and 19 sectors of manufacturing firms). The data of environmental information disclosure was collected from annual reports. Content analysis was used to assess environmental information disclosures. Sustainability Reporting Standard of Global Reporting Initiative (GRI) was adopted as a basis for assessing environmental disclosure. Environmental topics assessed consist of material, energy, water, biodiversity, emissions, effluents and waste, environmental compliance and supplier environmental assessment. The results show that only 31% of the manufacturing firms listed in Indonesia stock exchange disclosed environmental information in their annual reports. On average, environmental compliance level of the manufacturing firms listed in Indonesia stock exchange is 10,2%. Environmental compliance level by topic showed that environmental disclosure related to effluents and waste is the highest (15,6%), and the lowest is

environmental disclosure related to supplier environmental assessment (3,5%). The remaining, material (14,6%), energy (15,3%), water (7,2%), Biodiversity (7,2%), emission (8,5%).

Articuler la réponse des entreprises aux pressions des parties prenantes: Le cas des éco-contrôles

Jean-François Henri, Laval University, Canada

Marc Journeault, Laval University, Canada

Michelle Rodrigue, Laval University, Canada

Concernées par les enjeux de développement durable, les parties prenantes sont de plus en plus proactives dans leurs tentatives d'influencer les entreprises à l'égard de leur gestion durable et de leur performance en la matière. Les éco-contrôles offrent aux parties prenantes une opportunité de demander des changements substantiels, plutôt que symboliques, dans les activités corporatives en matière sociale et environnementale. Cependant, les connaissances demeurent à ce jour limitées à savoir quels éco-contrôles sont ciblés par les parties prenantes pour influencer significativement les entreprises et comment les entreprises vont déployer leurs éco-contrôles en réaction à ces pressions. Notre étude vise ainsi deux objectifs : i) examiner l'influence de différents groupes de parties prenantes externes sur différents éco-contrôles et ii) étudier comment les entreprises articulent leurs éco-contrôles en réponse à ces influences. À l'aide de données recueillies dans le cadre de deux sondages réalisés auprès d'entreprises canadiennes, notre étude documente différentes influences sur les pratiques de contrôle, associées à la nature du groupe de parties prenantes en cause. Parmi les différents éco-contrôles, les parties prenantes ciblent les indicateurs de performance environnementale (IPE) comme vecteur de pression; et ce sont les parties prenantes sociétales qui ont une influence sur la diversité des indicateurs alors que les parties prenantes de la chaîne de valeur n'ont pas d'influence significative. Nos résultats montrent aussi que suite à leur réponse aux demandes des parties prenantes en matière d'IPE, les entreprises introduisent des considérations environnementales dans leur budget et leur rémunération incitative. Ces résultats suggèrent que l'influence des parties prenantes sur la diversité des IPE semble plus étendue que prévu initialement, et génère un effet à plus d'un niveau en pavant la voie au développement de d'autres éco-contrôles.

La prise en compte du développement durable dans les métropoles françaises : vers un nouveau mode de pilotage et de gouvernance des politiques publiques

Aurelia Heurteux, IAE, GRM, Nice

A l'aube du 21ème siècle se pose la problématique d'un monde plus responsable et éthique et donc de la prise en compte du développement durable dans la gouvernance et le pilotage des collectivités territoriales, et plus particulièrement des métropoles. Les réorganisations des territoires depuis la loi MAPAM du 27 janvier 2014 affirment le statut des métropoles et leurs nouvelles compétences. Les métropoles doivent montrer l'exemple et se veulent pédagogiques vis à vis des citoyens. Les comportements doivent changer. Le développement durable est un concept qui a permis de mobiliser les acteurs du territoire sur des sujets sensibles tels que le réchauffement climatique ou la disparition d'espèces. Le développement durable devient une « nouvelle affaire d'Etat » (Lascombes, 2013).

De nombreuses recherches ont porté sur la RSE et la performance globale (Mousli, 2010) dans les entreprises et des outils de gestion tels que le Sustainable Balanced Scorecard (Figge et al., 2002 ; Bieker, 2002), ont été mis en avant dans la littérature.

Dans les métropoles certains outils du management public territorial sont au service du développement durable, notamment le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), le rapport de développement durable. Ces derniers relèvent d'une obligation réglementaire et évoluent avec la législation. Mais ces outils sont spécifiques à un pilier du développement durable, et traduisent le manque d'une véritable dimension sociale (Leroux, 2012).

Cependant, il convient de se poser la question de la réelle prise en compte du développement durable dans la gestion même des métropoles : ont-elles mis en place des indicateurs de développement durable ? Si oui comment les utilisent-elles ? Les concepts de développement durable sont-ils pris en compte dans les nouveaux projets des métropoles ? Comment les décisions sont-elles prises entre les différentes communes des métropoles ?

Une étude de cas multiples a été menée auprès de trois métropoles (Rouen, Brest, Lille) à l'aide d'entretiens semi-directifs qui ont permis de récolter les avis d'acteurs majeurs dans les métropoles.

Les résultats provisoires ont pu mettre en avant la pluralité des méthodes de gouvernance et de pilotage. Les pratiques en matière de prise en compte du développement durable dans la stratégie des métropoles sont diverses. Elles dépendent de nombreux facteurs : la réglementation, le portage politique, la place dans l'organigramme du service de développement durable, la formation et la volonté des agents, le turn-over. Des outils sont obligatoires : le PCAET, tourné essentiellement vers l'environnement et l'énergie, le rapport de développement durable qui lui présente tous les piliers de développement durable mais qui ne sert uniquement dans la plupart des cas d'outil de communication. D'autres comme l'agenda 21 ou le label cit'ergie sont une volonté d'aller plus loin.

Labels de Qualité de Vie au Travail : entre usage interne et affichage externe ? Le cas de Great Place to Work®

Sandrine Hollet-Haudebert, University of Toulon

Fabienne Villesèque-Dubus, University of Perpignan

Anne-Laurence Lafont, University of Montpellier

Isabelle Bourdon, University of Montpellier

Les organismes de certification prolifèrent et les labellisations proposées en matière d'environnement de travail et de qualité de vie au travail se démultiplient : Great Place to Work®, Certified Happy Index Trainees, Top Employer...

Fortes de ces évaluations, les entreprises n'hésitent pas à communiquer sur ces résultats : le label Best Workplaces® est dévoilé chaque année dans un palmarès et les lauréats bénéficient d'une couverture média importante (via un supplément dans Le Figaro et une campagne d'affichage dans le métro et certaines gares de régions...). Les organisations s'appuient sur cette information qu'il s'agisse de communication interne ou externe, via leur site internet ou leur rapport d'activité.

Que traduit cette course à la labellisation et cette spirale de l'évaluation qui entraînent un foisonnement d'outils, un empilement de chartes et de labels autour de l'indice de la Qualité de vie au travail (QVT) ?

Great Place to Work® (GPTW) est une entreprise qui audite les organisations en mettant en place deux outils d'évaluation : un premier outil d'auto-évaluation des employés (appelé Trust Index) qui est un questionnaire. Puis un second outil, le Culture Audit, dossier complété par l'entreprise qui recense l'ensemble des pratiques managériales évaluées ensuite par une équipe Great Place To Work®.

L'indice de QVT peut être perçu comme un indice de performance sociale sur lequel s'appuie la communication externe de l'entreprise, et peut alors exprimer un réel attachement de l'entreprise à favoriser un environnement de travail sain et de bien-être au travail, tout comme il peut exprimer une stratégie d'affichage déconnectée de la réalité organisationnelle. Parallèlement, des sites d'évaluation tels que Glassdoor recensent des évaluations anonymes d'employés qui ne sont pas forcément en cohérence avec les indices d'attribution des labels.

Quel parallèle faire entre deux évaluations contradictoires ? et comment expliquer un tel décalage sinon découplage ? Les travaux de la NIT décrivent en effet l'existence de découplages entre le dire et le faire, (Meyer et Rowan (1977), DiMaggio et Powell(1983)) lesquels pourraient s'expliquer par des divergences d'intérêts et attentes différentes notamment entre parties prenantes.

Face à de tels constats, nous cherchons, au travers d'une analyse qualitative de 10 entreprises classées GPTW à éclairer le rôle joué par les labels au sein des organisations, en mettant en lumière trois niveaux d'analyse pouvant aller de convergents à divergents. En nous appuyant sur un cas emblématique tel que GPTW, nous cherchons à expliquer, au-delà, pourquoi dans certaines situations l'outil est source de tensions, alors qu'il serait supposé, paradoxalement, être le résultat d'une cohésion au travail.

How is created a new SEA tool for SMEs?

Richard Jabot, Toulouse School of Management

Purpose

The purpose of this study is to understand how a new Social and Environmental Accounting (SEA) tool for small and medium sized enterprises (SMEs) is created. Corporations have a crucial role to play in any progress towards sustainability (Gray, 1994) and are increasingly facing pressures to become socially and environmentally responsible (Contrafatto et al, 2013). Specifically, for SMEs to adopt sustainable business, there is a need to change the tools they use to measure their performance (Capron et Quairel, 2015).

We are drawing upon Actor-Network Theory (ANT) to analyse the creation and development of a new SEA tool for SMEs by focusing on the mobilization and cooperation of different actors through the process of "translation".

Design /methodology / Approach

We have been requested by a French company, willing to "change the economy to change the world", to participate in the construction of a tool dedicated to measure SMEs' sustainability. Entering this field, we joined the team in charge of designing this tool for a period of fourteen months. In this action-research (AR), the researcher had the double objective (Lukka et al, 2017; Coghlan, 2011; Suomala et al., 2014): to solve a managerial problem, the conception of a tool; and to generate new knowledge in order to understand how a new SEA tool for SMEs is created and whether sustainability accounting can lead to a better and stronger sustainability approach.

Findings to date

A SEA tool was created as the "Obligatory Passage Point" requested by the Director of the company, the *primum movens*. After a first phase of problematisation, the raised controversy to bring back a "true" sustainability was lost in the "trappings of corporate speak" (Dauvergne et Lister, 2013), the manager showing his preference for a morphostatic change (Bebbington et Fraser, 2014). We faced the managerial capture (O'Dwyer, 2003) of the idea of corporate sustainability.

Implications

With the objective to create a tool to allow SMEs to really become accountable, this AR has shown that to work with participants to co-generate knowledge and to create change collectively (Mason, 2018) is a difficult task when the actors do not share the same definition of a sustainable organization. The research emphasized the difficulty to engage with transformation processes and to prevent a shift of sustainability, from the biosphere to the corporation.

Originality / value

From a methodological point of view, this research is in line with the demand for a larger use of “case/field/action/ethnographic research” in the field of SEA (Parker, 2011; Adams et McNicholas, 2007). This work will benefit to accounting research by using the seldom combination of ANT with an AR approach (Lukka et al, 2017) and with SEA research (Barter et Bebbington, 2013).

Conception d'un outil ABCV pour le secteur du vin: le cas d'un château Bordelais

Marc Jourdain, Université de Bordeaux - Institut de Recherche en Gestion des Organisations

Stéphane Trébusq, Université de Bordeaux - Institut de Recherche en Gestion des Organisations

Le secteur du vin est en pleine évolution. Les exploitations tendent à privilégier la qualité au rendement, avec pour effet direct l'accroissement des coûts de qualité et de commercialisation. Elles font également face à une pression environnementale croissante, tant au niveau de l'impact des aléas climatiques sur la production qu'au niveau des attentes de transparence des consommateurs. La comptabilité par activité et l'analyse du cycle de vie, qui permettent respectivement l'étude des coûts de production et l'évaluation des impacts sur l'environnement semblent des méthodes adaptées pour le suivi des performances des systèmes de production, et par conséquent pour l'outillage des dirigeants face à ces nouveaux enjeux.

Le développement des méthodes dans le secteur était jusqu'ici cantonné au champs académique, dû à une application contraignante et coûteuse, en temps de collecte et de traitement des données. Toutefois, l'évolution des systèmes d'informations et l'émergence de solutions métier permettent d'envisager la mise à disposition d'outils de contrôle de gestion environnementale. La réalisation d'un cas d'étude pour un château bordelais, avec l'application des méthodes ABC et ACV en concomitance, nous a permis de fournir au dirigeant des informations sur les coûts et les conséquences environnementales des opérations conduites sur l'exploitation, lui offrant la capacité de gérer en temps continu, d'une manière moderne et responsable, son domaine.

L'étude de cas a permis d'identifier deux obstacles subsistant à la démocratisation d'un tel l'outil. Le premier est d'ordre technique, puisque l'outil doit réconcilier les données de terrain et les données comptables, de manière automatique. Cela implique une évolution dans la saisie comptable, où chaque facture doit pouvoir être rattacher à une activité et renseignée avec des informations complémentaires, comme la quantité et la nature des produits correspondant à un montant. Le second est d'ordre institutionnel, la diffusion de l'ACV comme méthode et de ses résultats implique l'établissement d'un consensus sur le choix des indicateurs environnementaux retenus.

CEO responsible discourse and overall performance: which connections for asset selection?

Julien Lachuer, IGR-IAE University of Rennes 1

The purpose of this research is to determine whether the discourse used by CEOs in responsibility reports can be indicative of the level of corporate responsibility and financial performance. According to the 2016 KPMG report on the development of responsible reporting, 92% of the world's two hundred and fifty largest companies produce a sustainable development report. While these reports tend to make public the information on the level of corporate responsibility, there are still issues inherent to speech. Indeed, companies seek to justify their actions with speeches addressed to appropriate stakeholders in order to obtain a "license to operate" (Igalens, 2007, p.131). Most often, the least environmentally efficient companies highlight positive information while hiding the bad ones (Cho, Roberts and Patten, 2010). It then becomes difficult for an investor to make a choice on simply reading the responsibility reports. It is therefore essential to identify in the discourse the CSR strategies that are in the interests of investors. The responsibility discourse delivered by the CEO reflects the strategy and values which is coming from the decision-maker (Gupta, Briscoe and Hambrick, 2016). Therefore, we propose to establish reading keys on responsible discourse in order to reveal the unspoken. Thus an investor will be able, on the basis of the present or absent discourse, to select the firms that best meet the notion of overall performance. To do this, we conduct a longitudinal study between 2010 and 2017 on S&P500 companies that produce a GRI report. In order to carry out our lexical analysis, we use the "Alceste" software which allows us to extract classes of meaning composed of words and sentences. The software also makes it possible to give characteristics to the texts analysed. We also use the "Le Trameur" software, developed by the Sorbonne Nouvelle Paris 3 University. In addition, to measure the overall performance of companies, we use responsible rating from the MSCI ESG STATS (formerly KLD Research & analytics Inc.) and Bloomberg databases. The measurement of financial performance is approached through the stock market performance of the shares and by the level of ROE and ROA. The main interest of this research is to allow investors who do not have access to the responsible rating to form an opinion on the responsibility of firms and their overall performance. The second objective is to define whether responsibility reports constitute interesting information for asset selection. We propose here to present our preliminary results.

Reprendre la main sur la monnaie : l'exemple des plateformes de crowdfunding et des monnaies locales complémentaires

Jean-Philippe Lafontaine, IAE - Université de Tours
Régis Martineau, ESC Troyes en Champagne

Depuis son apparition au 19^{ème} siècle, l'une des vertus qui a été reconnue à l'économie sociale et solidaire (ESS) est sa capacité à faire émerger des innovations sociales. Ces dernières années, deux dispositifs ont ainsi connu un développement en trois étapes en France, les plateformes de crowdfunding et les monnaies locales complémentaires (MLC) :

- (1) Des individus créent un dispositif original pour répondre à des demandes sociales en attente,
- (2) Ce dispositif connaît un rapide succès et il tend à se diffuser.
- (3) Une réglementation vient encadrer les conditions de fonctionnement de ce dispositif.

Ces deux dispositifs visent, chacun à leur manière, à redonner un rôle plus actif aux populations vis-à-vis de la monnaie : alors que le crowdfunding vise à contourner le système bancaire institutionnel, les MLC visent à reprendre la main sur la monnaie. Ils peuvent donc être lus comme des tentatives de «

ré-encastrement » de la monnaie au sens de Karl Polanyi , c'est-à-dire des manières de lutter contre le « désencastrement » de la monnaie dans une société dominée par des marchés autorégulés.

Avec cette grille de lecture théorique, cette communication vise à questionner la réelle motivation des individus qui s'engagent dans ces démarches : la motivation du « ré encastrement » est-elle réelle ? Pour répondre à cette question, nous avons réalisé une étude exploratoire sur ces deux dispositifs.

L'analyse de sites internet de MLC et de plateformes de crowdfunding montre des différences entre ces deux dispositifs. Par exemple, un grand nombre de MLC annonce clairement que l'un de leurs objectifs est de reprendre la main sur la monnaie afin de ne pas utiliser la monnaie nationale accusée de nourrir la spéculation et de financer des choix de développement critiquables. A l'inverse, lorsque l'on regarde le fonctionnement de certaines plateformes de crowdfunding, on peut s'interroger sur la réalité de leur engagement dans l'ESS, même si leur apport dans le financement alternatif de certains projets ne peut être remis en question.

L'intérêt de cette recherche est triple.

- Sur le plan théorique, notre étude propose un cadre théorique original en mobilisant la théorie du « ré-encastrement » au sens de Karl Polanyi pour comprendre de manière théorique l'émergence d'innovations sociales comme les MLC et les plateformes de crowdfunding.

- Sur le plan managérial, notre étude permet de faire un point sur les caractéristiques techniques de ces deux dispositifs, sur leurs forces et sur leurs faiblesses, ce que tout entrepreneur devrait savoir avant de s'engager dans l'un de ces dispositifs.

- Enfin, à ce jour, les recherches consacrées aux plateformes de crowdfunding se sont surtout intéressées à leur apport au financement des projets et au profil des donateurs. Cette réflexion pose la question du fonctionnement des plateformes elles-mêmes.

The European Regulation Policy in Emissions: The Effects on Italian Firms' Environmental and Economic Performance

Simone Lazzini, University of Pisa , Italy

Zeila Occhipinti, University of Pisa , Italy

Roberto Verona, University of Pisa , Italy

Environmental regulation has a relevant role in improving firms' environmental performance. However, this regulation can negatively affect the economic performance of firms. Fragmented and inconclusive literature focuses on how environmental regulation succeeds in promoting both the environmental and economic performance of firms. This paper's objective is to fill this literature gap by exploring the European Union Emissions Trading Scheme (EU ETS) environmental regulation and analysing the effectiveness of its institutional framework in promoting the environmental and economic performance of firms.

The emissions trading scheme (ETS) is a Kyoto mechanism that can be established as a climate policy instrument at the national level to comply with the Kyoto Protocol targets (Brandt and Svendsen 2011). The ETS strives to reduce companies' GHG emissions by translating them into costs for the companies. Emissions trading schemes are now valued at approximately €40 billion worldwide and represent 12% of global GHG emissions (Muuls, Colmer, Martin, & Wagner, 2016). The European Union (EU) established the first ETS for GHG emissions in January 2005 (European Union, 2003); currently, the EU ETS is the largest ETS implemented in the world (Marin, Marino, & Pellegrin, 2018).

The purpose of this paper is to investigate the effectiveness of the European Union Emission Trading Scheme (EU ETS) in promoting companies' environmental and economic performance at the same

time. The scenario in which the environmental regulation succeeds in improving both economic and environmental performance is defined as the Porter hypothesis or the win-win hypothesis (Ambec & Barla, 2006; Ramanathan, He, Black, Ghobadian, & Gallear, 2017). From a theoretical and empirical perspective, fragmented and mixed literature focuses on the effectiveness of environmental regulation in promoting both firms' environmental and economic performance (Horváthová, 2010; Segura, Ferruz, Gargallo, & Salvador, 2018). This paper's objective is to fill this literature gap by exploring the EU ETS environmental regulation and by analysing the effects of its institutional framework on firms' environmental and economic performance.

Our research applies archival data analysis to explore the effects of the EU ETS institutional framework on firms' environmental and economic performance. We focus on the Italian firms subject to the EU ETS, and we address the three EU ETS phases.

Our findings show that the EU ETS is a flexible regulation, which is effective at improving firms' environmental performance and at safeguarding firms' economic performance.

Our findings have practical implications for Italian and European policy makers involved in the implementations of the EU ETS. This research encourages policy makers to follow this direction to further increase the EU ETS effectiveness at promoting both firms' environmental and economic performance.

La Comptabilité Environnementale : Un Outil De Prise De Décision

Abdeldjalil Mokaddem, Algeria

Samih Chenag, ESC Manouba –Tunis, Tunisia

Belabbed Fayza, Algeria

La plupart des organisations ne peuvent échapper à la nécessité de gérer les enjeux environnementaux auxquels elles doivent faire face. Cette situation ne découle pas uniquement d'un objectif de rentabilité qui impose aux organisations de gérer leur coûts environnementaux, mais également des pressions provenant d'intervenants externes qui, de plus en plus, sont intéressés à connaître et à évaluer la performance environnementale des organisations. L'élaboration d'une stratégie d'entreprise en matière d'environnement et l'implantation d'un système de gestion environnementale en découlant constituent les choix logiques afin de gérer les risques environnementaux ainsi que les opportunités d'affaires liées à l'évolution des enjeux environnementaux.

Depuis une trentaine d'années et notamment la publication du rapport Bruntland en 1988, la soutenabilité est généralement définie comme la capacité des générations présentes à léguer aux suivantes de quoi répondre à leurs besoins. En particulier, la soutenabilité environnementale vise à préserver la nature afin de permettre à nos descendants d'en bénéficier. Pour désigner la partie de la nature qui répond aux besoins matériels de l'humanité, les économistes ont pris l'habitude de parler de « capital naturel » : le terme englobe à la fois les ressources naturelles (en amont du cycle économique) mais aussi les « puits », c'est-à-dire les capacités de la nature à retraiter les déchets et les pollutions (en aval du cycle économique). À s'en tenir à un point de vue purement comptable, la soutenabilité environnementale consiste à ne pas dégrader le capital naturel qui fournit l'ensemble de ces services écosystémiques.

Institutional logics and illogics analysis of bank responsibility for environmental harm and human rights violations

Marcela Murarova, Universite Paris-Dauphine, PSL Research University

Nicolas Berland, Universite Paris-Dauphine, PSL Research University

Since a number of years the financial sector is asked to take on more responsibility for environmental protection and human rights violations. Banks adopt policies, deploy practices and sign voluntary agreements in order to satisfy the demands for increased responsibility. However, given the extent of the environmental crisis and human rights violations globally, the adaptation seems slow and inadequate. The banks are denounced by the civil society, specific impacted groups as well as the larger public.

The changing societal demands, and new expectations about what a bank should do, are in a profound conflict with what it has always meant to be a bank, driven by the logic of shareholder value maximization and risk management in order to survive in a fierce global competition. In this paper, this conflict is analysed through the institutional logics. We study the process leading to the adaptation of the institutional logics to changing societal values and norms and the structuring effects of emotions using the institutional illogics framework.

Two cases of bank responsibility were examined using the institutional logics and its counterpart, institutional illogics, in order to situate emotions within institutional processes. The analysis shows how unconscious dynamics intervene to preserve market logic integrity in the case of a conflict with other logics. The illogics framework uncovers both how the market logic of the banks is safeguarded and at the same time how it is integrating societal demands stemming from conflicting logics.

Dakota Access Pipeline (DAPL) case is about a routine infrastructure project, which transformed into a serious conflict opposing Native Americans and the fossil fuel industry. It involved immense protest camps, police violence, political participation, an intense divestment campaign and thousands of supporters. The banks were directly targeted to take responsibility for human rights violations and environmental damage caused by this pipeline construction.

The second case concerns cotton production in Uzbekistan, which is linked to forced and child labor. The bank studied in the case decided to terminate its business in cotton export due to human rights violations in a complex political context. Emotions were central to establishing the severity of the abuses and thus exiting the business.

The findings point to the role of emotions and their potential to accelerate the adaptation of the banks to the new societal demands.

Corporate Tax Avoidance and Corporate Social Responsibility: Evidence from BRICS countries.

Jirarat Pipatnarapong, Bangor University, UK

Annika Beelitz, Bangor University, UK

Aziz Jaafar, Bangor University, UK

Corporations are increasingly expected to demonstrate corporate social responsibility (CSR) and to pay their fair share in taxes as corporate citizens. At the same time, corporations continue to engage in practices that structure transactions in a way to minimise their corporate tax liability in order to increase shareholder wealth. Lowering corporation tax bills, in turn, has negative social implications and thus does not demonstrate a genuine commitment to CSR. Against this background, this study examines the relationship between tax avoidance practices and CSR. Prior investigations of the

relationship have found mixed results. While some regard CSR engagement as a means to disguise tax avoidance practices (Lanis & Richardson, 2013), other find that firms that exhibit higher CSR engagement are in fact less likely to engage in tax avoidance practices (Lanis & Richardson, 2012; 2015). While prior studies have investigated the relationship within the context of developed countries, we test the relationship in the context of advanced developing countries. Specifically, we investigate whether companies based in the BRICS countries (Brazil, Russia, India, China, and South Africa) that engage in tax avoidance practices are at the same time more committed to CSR, or whether companies committed to CSR do in fact also pay their fair share in corporation tax. Our investigation is based on a sample of 288 companies domiciled in the BRICS countries over a period from 2008 to 2015. Tax avoidance is measured using the effective tax rate, and CSR performance is proxied using Thomson Reuter's ASSET4 scores for social and environmental performance. We find a negative relationship between CSR performance and tax avoidance, meaning that companies that display higher CSR performance at the same time pay higher taxes. Our results suggest that companies in BRICS countries that are committed to CSR are at the same time committed to paying their fair share of corporation tax. This suggests that firms are willing to compromise shareholder profits in pursuit of demonstrating CSR to their wider stakeholder groups and society.

Boundary objects as the sustainable control package for conflicting logics?

Maxence Postaire, Toulouse Business School

Simon Alcouffe, Toulouse Business School

Marie Boitier, Toulouse Business School

The purpose of this paper explores the processes whereby an organization dealing with institutional hybridity manages internal tensions by the adoption of a package of control. . To do so, we build on the concepts of Boundary Object (BO) and institutional logics (IL). The research method is based on an interventionist approach within a business incubator dedicated to mentor startups solving environmental and social issues. Over seven months, we collected data from numerous interviews, meetings, and documents. Two main and apparently irreconcilable institutional logic of sustainability prevailed among mentored entrepreneurs. Our results highlight how different types of control (cybernetic, cultural, and administrative) are adopted within the organization in order to bridge different institutional logics regarding sustainability and change actors' behaviors toward collaboration. The cornerstone of this package of control is a cultural control which is also a visionary BO. Our results show that various BOs linked by boundary spanning activities form an infrastructure which constitute the package of control and can be used to solve tensions arising from institutional hybridity. This paper contributes to the literature in several ways. First, it shows how cultural elements from a package can be constructed to keep intact the actors' values about sustainability and to achieve collaboration despite their divergences. Second, it illustrates an original way of responding to logic hybridity thanks to informal and formal control in order to sustain a durable collaboration among actors. Third, the paper shows that BOs may congregate in an infrastructure that form the sustainable package of control of an organization. Further research may be needed to analyze the evolution of the sustainable package of control over time or over a larger sample of organizations.

Carbon and environmental strategy - Strategic alignment or disparate approaches?

Camélia Radu, Université du Québec à Montréal, Canada

Marie-Andrée Caron, Université du Québec à Montréal, Canada

Paulina Arroyo Pardo, Université du Québec à Montréal, Canada

Corporate environmental strategy aims at reducing environmental impact of corporate business and corporate carbon strategy aims at reducing GHG emissions in particular. A strategic alignment of carbon and environmental strategies allows each other to be effective. This paper investigate whether corporate carbon and environmental strategies can be determined based on sustainability disclosure and whether those two strategies reflect prerequisite of strategic alignment or disparate approaches. Through two independent content analysis, we determine both corporate environmental strategy and carbon strategy and their evolution over the research period, from 2013 to 2016. Second, a comparison between these two corporate strategies is done. Two cluster analyses allowed us to group our sample in four environmental strategies and five carbon strategies clusters. Environmental strategy types are positive and moderate correlated with carbon environmental types, suggesting a moderate corporate strategic alignment and an incremental evolution over the research period. A final cluster analysis for combined strategies led us to four clusters, representing three corporate postures adopted to obtain strategic alignment: cautious, neutral and transformational, and one cluster of misaligned environmental and carbon strategies.

Abstract Management Practices and Organizational Identity: An Inquiry into the Transformation of a “Green” Organizational Self-Conception

Marek Reuter, Stockholm School of Economics

Modern Social and Environmental Accounting (SEA) is of a highly prescriptive nature. Most notably driven by the global proliferation of “green” standards and certification practices we have witnessed a “managerial turn in environmental accounting and auditing”. As such, organizations’ engagement with concerns of the natural environment have become to be governed under highly procedural, instrumental, and technocratic or, put differently, “rationalized” premises. The adoption of contemporary SEA frameworks and technologies requires organizations to “manage” the environment by means of professionalized expertise and as a concern of organizational compliance; which, among other things, involves subscribing to ideas like “eco-efficiency”, the “business case” of sustainability, and an instrumental approach towards environment-related decision-making based on rationality and “reasoned justification”.

This study draws on ethnographic research conducted in “Certificorp” (a pseudonym), a company that institutionalized a socio-historically rooted self-conception of being a “green pioneer”. The study reports how this organizational self-conception became subject to fragility in context of institutional changes characterized by a managerial rationalization of corporate environmental conduct (as described above). More specifically, it is argued that the “cultural rationalization” of environmental conduct can create inconsistencies in organizational identity and activities”. The study shows that contemporary business organizations appear to see themselves confronted with the task of integrating, in a coherent fashion, the externally imposed and largely “disembedded”, demands of becoming a “legitimate social actor” with their internally-evolved and locally- and socio-historically rooted conceptions of organizational self. As is argued, adoption of standard-based SEA practices not only requires organizations to make new sense of their environment-related structures, capabilities,

and activities but, associated to this, also may render fragile and, indeed, drown out aspects of socio-historically rooted green organizational identity. Such identity-complexities occur, as is argued, because modern, standards-based, SEA is of an “abstract” nature and, as such, transmits rationalities and moralities not necessarily coherent with those embedded in conceptions of organizational self. The case of Certificorp illustrates how this may not only evoke dis-identification with the organization, but may also drive members’ disengagement with and faith in the very idea of (corporate) environmentalism as such.

Corporate Governance and CSR Disclosure Quality

Rajesh Sharma, Ca' Foscari University, Venice, Italy

Given the increased emphasis on sustainability reporting in recent years and importance of the role played by corporate governance mechanism in enhancing transparency, this study examines the relationship between external governance mechanism; UNGC participation, institutional investors, CSR assurance, and the quality of CSR reports. The reporting quality is based on specific narrative features; tone, length, numerical content and horizon content of CSR reports. Using computational linguistic method, this study analyzes 110 German companies’ CSR reports (400 firm-year observations) listed in the HDAX index during the period of 2011 to 2016. Collectively, the findings show a mixed impact of external governance mechanism on CSR disclosure quality but highlight a positive role played by UNGC and CSR assurance. The result suggests an effective monitoring role played by UNGC and CSR assurance in improving CSR disclosure quality and enhancing its linguistic feature. This paper adds to the limited literature that studies the relationship between corporate governance and CSR disclosure as well as to the research in sustainability accounting that examines disclosure quality using textual analysis.

In promotion of a mechanism for agonistic engagement.

Matthew Sorola,

The hegemony of business case understandings have long been associated with a mainstream approach to accounting, motivating numerous criticism of the conceptual constraints such understandings have over accountants. In seeking to counter this hegemony, proponents of agonistic dialogic accounting advocate for the development of pluralist understandings amongst accountants, particularly as the profession increasingly engages with non-financial issues like society and the environment. This paper is theoretically positioned from within these efforts and seeks to advance a progressive social agenda within accounting. In that regard, the development of pluralist understandings in accounting is underpin by the idea that exposing accountants to alternative perspectives within a space for agonistic engagement can lead to an ‘opening up and broadening out’ of accountants’ perspectives.

While engagement processes have been the focus of ample prior research, these efforts have yet to posit a mechanism that can facilitate the design, development and administration of a space for agonistic engagement. Furthermore, although the conceptual underpinning of agonistic dialogic

accounting have advanced significantly, there remains a lack of empirical support to illustrate their potential within accounting. This paper aims to address these gaps by first presenting constructive conflict methodology (CCM) as a mechanism for agonistic engagement. CCM is a stakeholder design tool that comes from policy development literature, and is specifically focused on stimulating engagement between stakeholders with divergent perspectives of a complex, or 'wicked', issues. Next, I present and assess an application of CCM regarding accountants' understandings of social and environmental reporting (SER) entitled: the SER Dialogue. Informed by the work of Cuppen (2009, 2012), the SER Dialogue was designed as a space for agonistic engagement wherein three groups of accountants (academics, practitioners, and students) were exposed to divergent perspectives of SER. Findings from the SER Dialogue indicate that participation in this dialogue resulted in participants reframing their understandings of both business case and critical approaches to SER, with the majority of participants shifting their perspectives towards a more critical approach. Furthermore, participants exhibited the development of critically reflexive and pluralist understandings, lending empirical support to the potential of 'broadening out and opening up' accountants' perspectives. These insights provide an empirical assessment of the diversity of perspectives amongst accountants, and but perhaps more importantly, they illustrate the potential for agonistic engagement to facilitate progressive social change within the field of accounting.

Soutenabilité forte : du concept à l'opérationnalisation. Cas d'une entreprise stratégiquement militante

Souad Taibi, Université de Nantes

L'objet de cet article est de présenter la construction d'un outil de comptabilité socio-environnementale dans un contexte de recherche-intervention au sein d'une entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire par une personne appartenant à cette organisation. L'objectif transformatif visé par cette intervention est l'inscription de cette organisation dans la soutenabilité forte. Le contexte organisationnel détermine trois caractéristiques attendues de cet outil de gestion (Hatchuel et Weil (1992)): une vision simplifiée de l'organisation comme imbriquée dans des systèmes (social et environnemental) complexes, une philosophie gestionnaire alignée avec une soutenabilité forte, et un substrat technique compatible avec les outils de pilotage existants de type comptes d'exploitation. Le travail réalisé vise à répondre aux questions suivantes : Quel design d'outil pour répondre à ces attentes ? Existe-t-il ou faut-il le créer ? Quels éléments du contexte de l'organisation influencent son adoption ? L'objectif de transformation visé peut-il être atteint ? Si oui dans quelles conditions ?

Afin d'apporter des éléments de réponses à celles-ci, nous reviendrons en détail sur le concept de soutenabilité et les traductions comptables existantes de ce concept. Nous aborderons ensuite la méthodologie appliquée, notamment en lien avec notre statut d'insider, avant d'étudier le design de l'outil et les caractéristiques du terrain dans lequel il a été développé. Nous discuterons la manière dont le design de l'outil influence son adoption en nous appuyant sur le référentiel développé par De Vaujany (2006) et le potentiel transformatif d'un outil de ce type.

Résultats : N'ayant pas identifié d'outil répondant aux attentes initiales, nous avons développé un système de comptabilité triple capital sans monétarisation. Bien que ce modèle présente des limitations qui nécessitent de poursuivre les recherches, il propose une opérationnalisation de la soutenabilité forte des capitaux (social et environnemental) comme systèmes adaptatifs complexes, et ce faisant, identifie les difficultés opérationnelles inhérentes à ce type de démarche. Ce développement nous permet de mettre en évidence la relation entre les principes implicites portés

par les outils, leur design et leur adoption. Il souligne de quelle manière la comptabilité de la soutenabilité forte est en substance une comptabilité de l'insoutenabilité des organisations, et l'impact de cette caractéristique sur la possibilité d'adoption d'un tel outil. Nous proposons enfin des leviers processuels et de communication destinés à améliorer l'acceptabilité de tels outils par les acteurs des organisations.

From Corporate Social Responsibility Disclosure to Corporate Legitimacy: Defining and Measuring Reporting Credibility

Riccardo Torelli, University of Parma, Italy

Federica Balluchi, University of Parma, Italy

Arianna Lazzini, University of Modena and Reggio Emilia, Italy

In order to be accountable, companies are called upon to satisfy a plurality of stakeholders who are increasingly interested in non-financial information, related to company strategies concerning corporate social responsibility (Deegan & Gordon, 1996; Gray, Kouhy, & Lavers, 1995; Guthrie & Parker, 1989). According to legitimacy and stakeholder theories, disclosure is part of the dialogue between companies and their stakeholders. Companies disclose CSR initiatives and performances also with the aim to manage the reputational risks (Michelon, 2011) and to achieve or increase their level of legitimacy (Dowling & Pfeffer, 1975; Lindblom, 2010): the type and scope of information can significantly influence the competitive advantage of the company and especially its credibility (Coombs, 1992; Seele & Lock, 2015; Sethi, 1975). CSR reports have been criticised for lack of credibility (Husillos et al., 2011; Gray, 2010; Dando & Swift, 2003) because they are considered not transparent, of poor quality and hardly comparable (Coombs & Holladay, 2013). For these reasons, CSR reports have been accused of increasing the credibility gap (Doane, 2000; Perrini, 2006; Dando & Swift, 2003; MacLean & Rebernak, 2007) and threatening companies' legitimacy instead of facilitating dialogue with their stakeholders (Seele & Gatti 2017). In the extant literature, little attention has been paid to explaining how credibility operate to gain legitimacy. As only a few papers have tried to empirically operationalize the concept of credibility and measure it (Lock & Seele, 2016, 2017) there is a need for more deepening on this subject.

Through the lens of legitimacy theory (Suchman, 1995) and starting from Habermas communication theory (Habermas, 1984) this work aims to extent and contribute to the field of research related to CSR disclosure quality and corporate legitimacy, by focusing on firm's reporting credibility. Considering the four statements proposed by Habermas (1984) as interconnected constructs that together constitute the multidimensional concept of credibility (Lock & Seele, 2016) we aim to operationalize the concept of reporting credibility and to measure its level in non-financial reporting. After identifying possible sub-dimensions of each claim and the related measurements and indicators we will evaluate, through a content analysis, the overall credibility level of CSR reports, with a specific focus on environmental issues. Our sample is composed by 210 listed companies and entities of public interest that in 2018, according with the Italian Legislative Decree n. 254/2016, have published, for the first time at a mandatory level, a CSR report disclosing their environmental, social and governance strategies. Considering the new legislation that makes the disclosure of CSR mandatory in Italy, we expect interesting results, even in contrast to the current literature.

Accounting and Agro-Biodiversity: Building a Link Towards the Promotion and Protection of Crops Biodiversity. Multiple Case Study in Sustainable and Future-Oriented Bakeries

Riccardo Torelli, University of Parma, Italy

Federica Balluchi, University of Parma, Italy

One of most critical consequences of the actual mankind-nature relationship is the loss of the natural and original planetary biodiversity and its main implication is the decline of animal and plant species existing in nature (Cuckston, 2013). However, consequences don't stop here: biodiversity is fundamental for primary resources of the human being, e.g. food production, drugs, clothes, but also for the balance of natural habitats and ecosystems, e.g. climate stabilization, pollination, soil erosion (Jones, 2003; Jones & Solomon, 2013). Despite the global warnings and relative interest on biodiversity by scientific disciplines, accounting and accountability scholars have not yet given the attention that an issue of this magnitude deserves (Rimmel & Jonäll, 2013). Of great interest and impact would be works that could get to understand and analyse underlying motives and needs for companies to actively and seriously conserve and promote biodiversity within their processes and strategies (Jones & Solomon, 2013). The aim of our study is to focus on the role of accounting in biodiversity conservation and promotion efforts rather than to bring biodiversity sphere into the existing accounting mindsets and processes (in particular social and environmental accountability mechanisms) (Cuckston, 2018). This approach offers a greater explanatory potential and can better explain how accounting is acting in this field, and how it is acting as a productive force (Miller & Power, 2013) or a force for conservation (Cuckston, 2018). Biodiversity from a moral and ethical point of view has an intrinsic value, which has by its nature, not given by man (Jones & Solomon, 2013; Samkin et al., 2014; van Liempd & Busch, 2013) and it is on this aspect that we will focus, also through the theoretical and philosophical pillars of the deep ecology (Devall, 1980). Agro-Biodiversity is an important and crucial aspect of the concept of biodiversity and it has several direct implications on planet health, food production, soil poisoning, human health and nutrition. The industrial and chemical methods of farming (and then the related food production) incentive monocultures and cash crops and are the main drivers of agricultural biodiversity losses (Lanka et al., 2017). Bakery sector can be a perfect set of investigation to capture the rich relationships between farming - bakeries - food market. Considering that little is known about corporate practices related to biodiversity and about the relationships between accounting/accountability processes and the complex concept of biodiversity, a case study can be particularly appropriate and useful, especially in bounded circumstances (Tregidga, 2013; Yin, 2017). We are going to implement a multiple case study research design composed by the only four sustainability-oriented bakeries located in the famous Italian "Food-Valley" (an area located in the north of Italy, in the town of Parma and neighbourhood).

Preparing For The Accounting Profession in 2030

Steve Vieweg, CPA Western School of Business, Canada

The accounting profession is facing major issues that will undoubtedly cause unprecedented change. The issues include, but are not limited to technology, geopolitical instability, changing societal perspectives, environmental and economic issues.

CPA Canada is positioning itself to be proactive in adapting to these changes. In preparation for the profession's direction, it has consulted widely with other global accounting organizations, business leaders, auditors, academics, its members and other professions. Its belief is that through bringing

multiple voices, ideas and perspectives together, a unique and innovative approach can be developed in determining how best to respond to the drivers of change (Tashia Batstone, Senior Vice-President, External Relations and Business Development, CPA Canada).

As a starting point to gain an appreciation of how the accounting profession may appear in 2030, CPA Canada undertook a comprehensive examination of the emerging global trends and their potential impact on Canadian organizations. Extensive consultations started in early 2018 with all stakeholders, including a digital platform in which individuals could exchange concepts and ideas.

The resulting research reflects a set of certainties that will undoubtedly be a part of the accounting profession's future. They include but are not limited to an exponential growth in technology, climate change, shifts in what must be measured and an increased need for ethics, trust and integrity. A comprehensive list of uncertainties including data access and related governance, inequality and concentration of wealth and the global economy and the political bodies was also developed.

Based on these future trends, three matrices were developed:

- 1) trust/global cohesion;
- 2) technology adoption/regulation; and
- 3) collaboration/climate impact

The final scenario set is presented on two axes, "The willingness to embrace social and technological change" and "Cooperation, cohesion and social capital" and resulted in four different environments:

- Slow and Steady – a world where strong institutions guide decisions based on careful analysis
- Phoenix Rising – a world where calamity inspires global cooperation and technology is harnessed for the common good
- My Way – a world where communities turn inward to protect local interests
- Tech Titans – a world where wild innovation thrives with few regulatory impediments

The CSEAR session will briefly introduce the findings and focus on the four potential outcomes in the final scenario. The session is intended to be highly interactive whereby the participants will be asked for their perceptions of the outcomes and the likelihood of each occurring. The session will conclude with ideas on how the accounting profession may position itself to be prepared for the appropriate scenario.

Organizational Culture and Corporate Sustainability: A Competing Values Perspective

Chaminda Wijethilake, General Sir John Kotelawala Defence University, Sri Lanka
Bedanand Upadhaya, University of Essex, UK

While the importance of organisational culture in corporate sustainability is growing, little attention has been paid by the researchers to examine the role of organisational culture in the design and implementation of sustainable operations in the empirical context. To address this research gap, this paper explores the role of organizational culture in the design and implementation of sustainability operations drawing on the competing values framework. In particular, the study examines how organisations manage competing values that shape corporate sustainability. Data were collected by interviewing the senior executives and sustainability managers at a leading multinational garment manufacturing organization operating in Sri Lanka. The case organization (CO) is one of the leading garment manufacturers in Sri Lanka with around 80,000 employees and more than 40 manufacturing plants located in five different countries. The CO supplies readymade garments to the leading retailers in the world, including NIKE, GAP, Adidas, Mark & Spencer, Lululemon, Banana Republic, Victoria's Secret, Patagonia, etc. Data (i.e., interview transcripts and other documents obtained from secondary

source) were analyzed using the NVivo software, and referring to the categorization and analysis of emergent themes and concepts. The findings of this study suggest that the CO's systematic and voluntary adoption of economic, environmental, and social corporate sustainability practices go beyond the regulatory requirements as a means of achieving corporate sustainability performance. The findings further reveal that the organisational culture plays a proactive strategic role in implementing sustainability operations. Corporate sustainability at the CO is driven by the four competing sustainability cultural values: (i) Stability and control (e.g., sustainability budgeting, investment appraisal, life-cycle assessment), (ii) Human resource development (e.g., empowerment, training, development, team orientation, leadership), (iii) efficiency and productivity (e.g., use of professional recommendations, open communication), and (iv) Growth and resource acquisition (e.g., sustainability innovations, continuous improvements, community engagement). Corporate sustainability in the case organisation is more likely to be driven by an integrated approach of the four competing cultural values instead of a dominant approach. Findings highlight the need for managerial attention towards the importance of non-technical aspects in pursuing sustainable operations in manufacturing organisations. The study contributes to the sustainability literature by highlighting the role of organizational culture as a means of addressing sustainability challenges in a much-debated garment manufacturing industry in the Asian context.

Le contrôle de gestion environnemental et le pilotage d'une politique régionale d'économie circulaire : Cas de la région Fès-Meknès Maroc

Fatima Zahrae Lahbi, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales et Faculté EuroMed des Sciences Humaines et Sociales de Fes, Marocco

Tarik Jellouli, Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales de FES, Marocco

Sandrine Simon, Faculté Euromed des sciences humaines et sociales de Fes, Marocco

Concilier « Développement économique » et « Préservation de l'environnement » devient aujourd'hui une préoccupation majeure face à la problématique de l'épuisement des ressources naturelles causée par les activités anthropiques. L'économie circulaire se veut un modèle alternatif. Elle vise à dépasser le modèle économique linéaire actuel consistant à extraire, fabriquer consommer et jeter en appelant à une gestion responsable des ressources. Ce modèle pourrait faciliter la transition vers une éco-économie. Il repose sur la création de boucles de valeur positives à travers la mise en place de nouveaux modes de conception, production et de consommation tout en permettant la création d'une économie à « Zéro Déchets » sur le moyen et long terme.

Evaluer la transition vers l'économie circulaire peut se traduire par une analyse de l'ensemble des coûts relatifs aux dommages environnementaux. Elle requiert la mise en place d'un système d'indicateurs permettant de mesurer les effets positifs de ce modèle économique sur l'environnement mais aussi sur le bien-être des communautés à travers la préservation du patrimoine naturel.

Dans cet article nous proposons en premier lieu un mode d'opérationnalisation de l'économie circulaire à l'échelle régionale. Cette démarche s'inscrit dans une approche participative qui implique différents acteurs d'un territoire, notamment les entreprises productrices des déchets et les pouvoirs publics. L'ambition étant d'établir des liens de proximités entre eux, construire, exploiter les nouvelles opportunités et planifier l'évolution vers des territoires socialement responsables à travers la définition d'une nouvelle politique régionale basée sur des actions et dispositifs qui favorisent la création et l'accompagnement de nouveaux projets innovants.

En second lieu, nous mettons l'accent sur la question de l'évaluation des actions mises en place qui repose sur le développement d'un baromètre d'indicateurs. Le contrôle de gestion environnemental représente dans ce cas, l'ensemble de dispositifs provenant de la comptabilité environnementale qui rassemble des outils de gestion appelés aussi « éco-outils » permettant de répertorier les informations environnementales nécessaires pour répondre à la fois à la question de mesure et de pilotage de la transition vers l'économie circulaire.
